

République tchèque

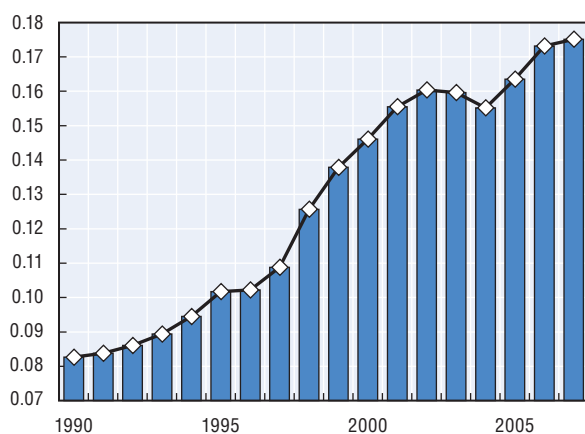
Population et territoire	<ul style="list-style-type: none"> ● 10.3 millions d'habitants (2007), 77 258 km² (8^e plus petit pays de l'OCDE).
Structure administrative	<ul style="list-style-type: none"> ● État unitaire. ● Système infranational à deux niveaux : <ul style="list-style-type: none"> ❖ TL2 : 8 Groupes de Kraje. ❖ TL3 : 14 régions (Kraje), dont une à prédominance urbaine (Hlavní mesto Praha, 11 % de la population totale, -0.2 pp en 15 ans), 11 régions intermédiaires (84 %, inchangé) et une région essentiellement rurale (Vysocina, 5 %, +0.2 pp). ❖ 6 249 municipalités (obce), dont 5733 municipalités, 496 villes et 20 « villes statutaires ». Prague a un statut spécial à la fois de municipalité et de région.
Part des administrations infranationales dans le total des dépenses/recettes	<ul style="list-style-type: none"> ● Dépenses : 26.6 % (2009). ● Recettes : 19.3 % (2009).
Concentration et inégalités	<ul style="list-style-type: none"> ● Deuxième plus bas indice de concentration géographique de l'activité économique et de la population au niveau des régions TL3. ● Les inégalités du PIB par habitant au niveau des régions TL2 ont continuellement augmenté depuis le début de la décennie 1990, à l'exception de trois années (de 1995 à 1996 et de 2001 à 2003). ● Cette augmentation de l'inégalité résulte principalement du fort taux de croissance (4.9 %) du PIB par habitant de la région de Prague sur les 10 dernières années. Par conséquent, le PIB par habitant de Prague a notablement augmenté, passant d'un niveau supérieur de 29 % à la moyenne nationale en 1990 à 121 % au-dessus de la moyenne nationale en 2007. ● On observe toutefois un processus de rattrapage de la région Stredni Cechy, qui a enregistré le deuxième plus fort taux de croissance (3.4 %) du PIB par habitant sur la dernière décennie. En conséquence la région Stredni Cechy a réduit son écart de PIB par habitant avec la moyenne nationale, passant d'un niveau inférieur de 25 % à la moyenne nationale en 1990 à seulement 6 % en 2007. Le recul relatif de certaines régions de tête (Stredni Morava et Severovychod) a aussi été un facteur de réduction de l'inégalité. Ces deux régions ont enregistré le deuxième plus bas (1.7 %) et le plus bas (1.0 %) taux de croissance du PIB par habitant sur la dernière décennie. ● Prague a contribué pour près de 40 % à la croissance totale sur cette période. En raison du fort de taux de croissance du PIB par habitant de la région en retard relatif Stredni Cechy, celle-ci a enregistré la deuxième plus grande contribution à la croissance nationale (14 %).
Principaux enjeux	<ul style="list-style-type: none"> ● Augmentation des disparités intrarégionales et interrégionales. ● Écart de développement par rapport à moyenne de l'Union européenne.
Objectifs de la politique régionale	<ul style="list-style-type: none"> ● Accroître la compétitivité, notamment en réduisant l'écart avec la moyenne de l'Union européenne. ● Réduire les disparités régionales ; réaliser un développement régional équilibré, harmonisé et durable.
Cadre juridique/institutionnel de la politique régionale ¹	<ul style="list-style-type: none"> ● Loi de soutien au développement régional (2000). ● Stratégie de développement régional. ● Programme de développement régional au niveau des Kraje. ● Politique de développement spatial/Code de la construction.
Cadre de la politique urbaine	<ul style="list-style-type: none"> ● Principes de la politique urbaine (2007-13).
Cadre de la politique rurale ²	<ul style="list-style-type: none"> ● —
Principaux outils de la politique régionale	<ul style="list-style-type: none"> ● Stratégie de développement régional. ● Stratégie de croissance économique. ● Stratégie nationale des grappes (2005). ● Centres d'innovation technologique. ● Transfert budgétaire national aux régions et municipalités.
Coordination centralisée de l'action publique	<ul style="list-style-type: none"> ● Coordination par l'Autorité nationale de coordination, organe du ministère du Développement régional. ● Stratégie de développement régional. ● Politique de développement spatial.
Gouvernance multi-niveaux entre les administrations centrale et infranationales	<ul style="list-style-type: none"> ● Politique de développement spatial.
Coordination régionale de l'action publique (transversale)	<ul style="list-style-type: none"> ● Régions autonomes (Kraje). ● Conseil régional des régions de cohésion NUTS 2.
Coordination régionale de l'action publique (géographique)	<ul style="list-style-type: none"> ● Groupe de travail sur le développement urbain. ● Micro-régions.
Évaluation et suivi	<ul style="list-style-type: none"> ● Commissions de suivi. ● Audit interne du conseil régional.
Orientations futures de la politique régionale	<ul style="list-style-type: none"> ● Position cadre de la République tchèque sur la politique de cohésion de l'Union européenne après 2013.

1. Dans tous les États membres de l'UE, le Cadre de référence stratégique national prévu par la Politique de cohésion fait également partie du cadre juridique/institutionnel.

2. Dans tous les États membres de l'UE, le Plan stratégique national (et, dans les pays fédéraux et les pays fortement régionalisés, les Plans régionaux de développement rural [PDR]) est un document de base de la politique rurale prescrit par les Programmes de l'UE en faveur du développement rural. Chaque membre peut, au choix, soumettre un Plan stratégique national unique pour l'ensemble de son territoire ou subdiviser ce territoire en régions et soumettre un ensemble de PDR.

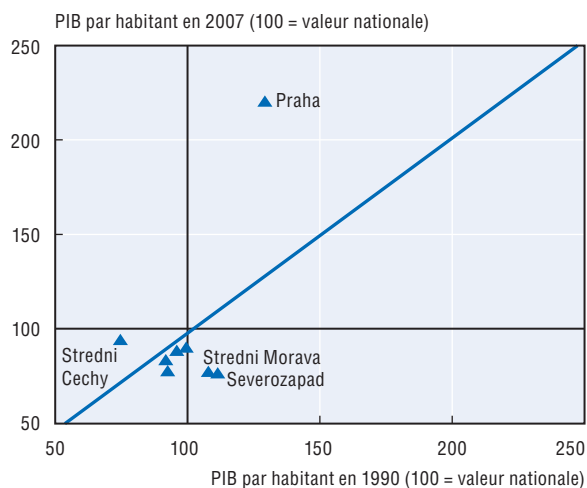
Indice de Gini des disparités régionales du PIB par habitant (TL2), 1990-2007

République tchèque (TL2)

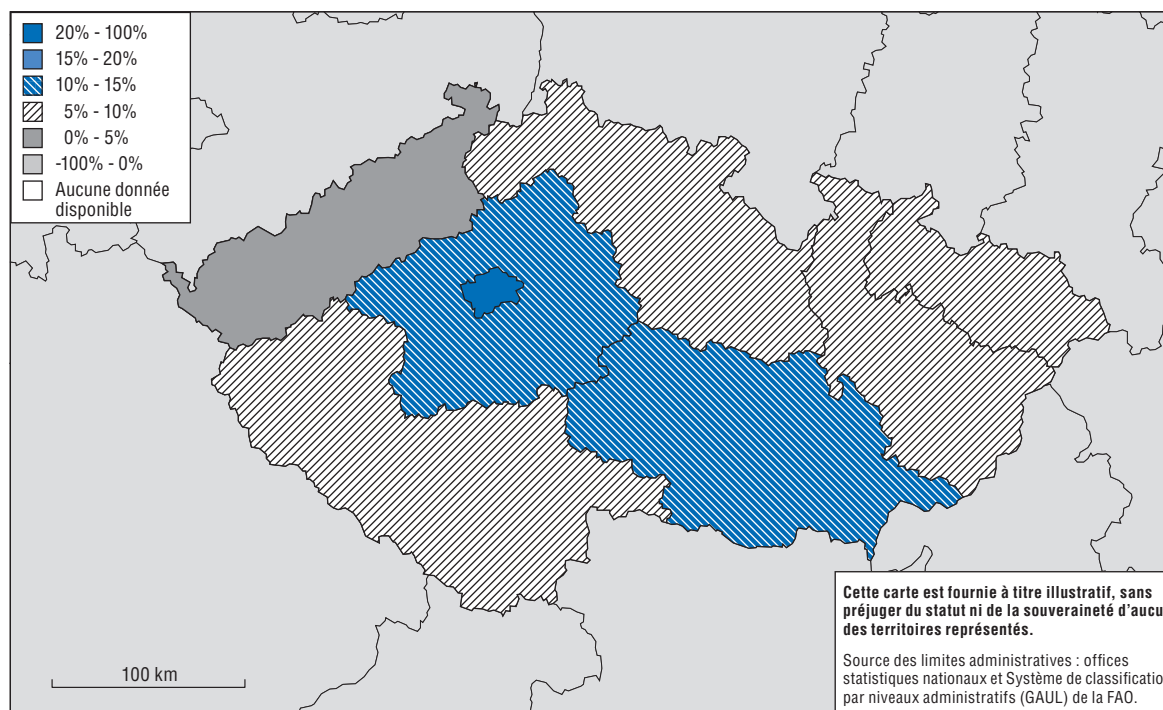


Évolution régionale du PIB par habitant, 1990 et 2007

République tchèque (TL2)

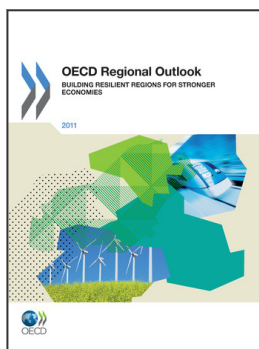


Contribution régionale (en %) à la croissance du PIB national, 1995-2007



Source : estimations fondées sur les données de Cambridge Econometrics et de la Base de données régionales de l'OCDE (2009).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933009216>



Extrait de :

OECD Regional Outlook 2011

Building Resilient Regions for Stronger Economies

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264120983-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Espagne », dans *OECD Regional Outlook 2011 : Building Resilient Regions for Stronger Economies*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264121126-45-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.